

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2021/20756]

1^{er} avril 2021. — Arrêté du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté de police du 4 novembre 2020 interdisant temporairement les expulsions domiciliaires

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 166, § 2, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en son article 48 modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en son article 11 remplacé par la loi du 7 décembre 1998;

Vu l'article 128 de la loi provinciale;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes en son article 4, § 2^{quater}, 1^o, tel que modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19;

Vu l'avis 2.3 (82) de la Ceval qui définit les 6 règles d'or à appliquer dans les différents stades de la pandémie COVID-19;

Vu les notes des experts sanitaires émises le 17 et 24 mars 2021 à l'attention du Comité de concertation,

Vu la réunion de la Cellule de crise provinciale élargie aux Bourgmestres et aux services du Collège réuni qui s'est tenue le 24 octobre 2020;

Vu l'arrêté du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 octobre 2020 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID 19, tel que modifié par les arrêtés du 3 novembre, du 11 décembre 2020, du 15 janvier et du 26 février et du 26 mars 2021;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par les arrêtés ministériels du 1^{er} et 28 novembre 2020, des 11, 19, 20, 21 et 24 décembre 2020, des 12, 14, 26 et 29 janvier 2021, 6 février 2021, 6, 20 et 26 mars 2021;

Vu la réunion du Comité de concertation du 24 mars 2021;

Vu les rapports épidémiologiques établis par Sciensano et par la Commission communautaire commune;

Vu la concertation préalable avec le centre de crise national et le commissaire Corona désigné par l'Etat fédéral pour la gestion de la crise du COVID-19;

Vu l'information transmise le 24 mars 2021 aux membres du Conseil de sécurité régional constatant un renforcement des mesures de lutte contre la propagation du virus décidé par le Comité de concertation vu la recrudescence de l'épidémie dans notre pays et confirmant, en conséquence, une décision de maintien des mesures bruxelloises complémentaires;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2021/20756]

1 APRIL 2021. — Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het politiebepaling van 4 november 2020 dat uithuiszettingen tijdelijk verbiedt

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op artikel 166, §2 van de Grondwet;

Gelet op artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op artikel 11 van de wet van 5 augustus 1992 op het politiebepaling, zoals vervangen door de wet van 7 december 1998;

Gelet op artikel 128 van de provinciewet;

Gelet op artikel 4, § 2^{quater}, 1^o van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19;

Gelet op het advies 2.3 (82) van Ceval dat de zes gulden regels omschrijft die moeten worden toegepast in de verschillende stadia van de COVID-19-pandemie;

Gelet op de nota's van de gezondheidsexperts die op 17 en 24 maart 2021 gericht werden aan het Overlegcomité,

Gelet op de vergadering van de Provinciale Crisiscel uitgebreid met de Burgemeesters en de diensten van het Verenigd College, die op 24 oktober 2020 plaatsvond;

Gelet op het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 oktober 2020 tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd door de besluiten van 3 november, 11 december 2020, 15 januari, 26 februari en 26 maart 2021;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd door de ministeriële besluiten van 1 en 28 november 2020, van 11, 19, 20, 21 en 24 december 2020, van 12, 14, 26 en 29 januari 2021, 6 februari 2021, 6, 20 en 26 maart 2021;

Gelet op de vergadering van het Overlegcomité van 24 maart 2021;

Gelet op de epidemiologische rapporten opgesteld door Sciensano en door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Gelet op het voorafgaande overleg met het Nationaal Crisiscentrum en de Coronacommissaris die door de federale staat is aangesteld voor de beheersing van de COVID-19-crisis;

Gelet op de informatie die op 24 maart 2021 aan de leden van de Gewestelijke Veiligheidsraad werd bezorgd, op basis waarvan werd vastgesteld dat het Overlegcomité had beslist om de maatregelen tegen de verspreiding van het virus door de heropflakking van de epidemie in ons land te versterken en op basis waarvan bijgevolg werd bevestigd te beslissen om de bijkomende Brusselse maatregelen te behouden;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que présente le développement et la propagation du coronavirus COVID-19 pour la population sur le territoire de la Région bruxelloise;

Considérant que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 13 octobre 2020;

Considérant que selon l'évaluation de la situation épidémiologique réalisée le 24 mars 2021 par le *Risk Assessment Group* (ci-après RAG) coordonnée par Sciensano, le nombre de cas de coronavirus détectés en Belgique a augmenté de plus de 40% en une semaine;

Qu'ainsi le taux de reproduction – qui est une estimation de la contagiosité – est de 1,222 au niveau national (à la date du 24 mars) et ce, sur la base de la moyenne des 7 derniers jours ce qui signe que l'épidémie se poursuit;

Que la situation épidémiologique s'aggrave à nouveau;

Considérant que cette évolution a pour conséquence que le taux d'engorgement des hôpitaux, en particulier des services de soins intensifs, devient à nouveau critique; que la pression sur les hôpitaux et sur la continuité des soins non COVID-19 augmente et que ceci peut avoir un effet significatif sur la santé publique; que les hôpitaux restent confrontés à un absentéisme pour cause de maladie du personnel et que ceci entraîne une pénurie de personnel dans le secteur des soins de santé; que l'accueil des patients sur le territoire est à nouveau sous pression

Considérant que la situation épidémiologique est particulièrement préoccupante; que l'incidence nationale cumulée sur 14 jours a fortement augmentée passant de 324 sur 100.000 habitants la semaine dernière à 422 sur 100.000 habitants cette semaine; que la pression sur les hôpitaux et les autres prestataires de soins de santé est à nouveau élevée; que des mesures de grande envergure et de large portée demeurent nécessaires pour en garder le contrôle;

Considérant que le RAG souligne que l'augmentation concerne toutes les régions, mais que les valeurs observées restent beaucoup plus élevées en Région de Bruxelles-Capitale;

Que le taux d'incidence en Région de Bruxelles-Capitale par 100.000 habitants sur 14 jours est en augmentation et se situe à 538 en date du 24 mars, soit bien au-dessus du taux national de contamination (422/100.000); que les rapports du RAG des 17 et 24 mars pointent que l'augmentation de l'incidence cumulée sur 14 jours est la plus prononcée à Bruxelles et montrent un réel décrochage de la courbe bruxelloise de contamination par rapport aux courbes des autres régions;

Que ce nombre a encore progressé puisqu'il se situe en date du 28 mars à 663 pour 550/100.000 au niveau national;

Que le nombre d'occupation des lits en unité de soin intensif (USI) en région bruxelloise est un des plus élevés du pays (à la date du 31 mars, 121 patients COVID en USI sur un total de 755 patients au niveau du pays); que cela représente un taux d'occupation pour les patients COVID de 45% du nombre total de lits USI accrédités en région bruxelloise (à nouveau bien supérieur au pourcentage national qui est de 38%);

Que le nombre de décès, bien que plus ou moins stable au niveau national, est en revanche en légère augmentation en région bruxelloise (rapport RAG des 17 et 24 mars) ;

Que les rapports de suivi établis par les services de la Commission communautaire commune confirment cette progression de l'épidémie sur le territoire bruxellois;

Considérant que les chiffres relatifs à la situation épidémiologique en région bruxelloise sont, de manière générale, plus élevés que les chiffres nationaux; que la situation est préoccupante et nécessite une approche particulière et complémentaire à Bruxelles;

Considérant que la stratégie de gestion de l'épidémie prévoit que pour envisager une sortie de la phase de confinement, les indicateurs devront atteindre les seuils suivants: • Nouvelles hospitalisations < 75 par jour au niveau national pour une période consécutive de 7 jours (ce qui correspond à une incidence cumulée sur 7 jours < 4,5/100.000 habitants) ET Rt hospitalisations < 1

ET

• Nouveaux cas < 100/100 000 habitants sur 14 jours (ce qui correspond à ~ 800 cas par jour) pour une période consécutive de 3 semaines ET Rt cas < 1

Gelet op het voorzorgsbeginsel in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis;

Gelet op de dringendheid en het gezondheidsrisico dat de ontwikkeling en de verspreiding van het coronavirus COVID-19 voor de bevolking op het grondgebied van het Brussels Gewest met zich meebrengen;

Overwegende dat het volledige land zich sinds 13 oktober 2020 op alarmniveau 4 (zeer hoge alertheid) bevindt;

Overwegende dat uit de evaluatie van de epidemiologische situatie die op 24 maart 2021 door de *Risk Assessment Group* (hierna RAG) onder coördinatie van Sciensano is uitgevoerd, blijkt dat het aantal in België vastgestelde coronabesmettingen in één week met meer dan 40% was toegenomen;

Dat het reproductiegetal – d.i. een schatting van de besmettingsgraad – in het land (op 24 maart) op basis van het gemiddelde van de laatste 7 dagen 1,222 bedroeg, wat erop wijst dat de epidemie uitbreidt;

Dat de epidemiologische situatie opnieuw verergert;

Overwegende dat die evolutie tot gevolg heeft dat de bezettingsgraad van de ziekenhuizen, in het bijzonder van de diensten voor intensieve zorgen, opnieuw kritiek wordt; dat de druk op de ziekenhuizen en op de continuïteit van de niet-COVID-19-zorg toeneemt en dat dit een aanzienlijk effect kan hebben op de volksgezondheid; dat de ziekenhuizen blijven kampen met personeelsuitval wegens ziekte en dat dit leidt tot een tekort aan personeel in de zorgsector; dat de opvang van patiënten op het grondgebied opnieuw onder druk staat;

Overwegende dat de epidemiologische situatie bijzonder verontrustend is; dat de 14-daagse nationale cumulatieve incidentie sterk gestegen is van 324 per 100.000 inwoners vorige week naar 422 per 100.000 inwoners deze week; dat de druk op de ziekenhuizen en de andere zorgverleners opnieuw hoog is; dat verregaande en ingrijpende maatregelen noodzakelijk blijven om de situatie onder controle te houden;

Overwegende dat de RAG benadrukt dat de stijging zich in alle gewesten voordoet, maar dat de vastgestelde waarden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nog steeds veel hoger liggen;

Dat de 14-daagse incidentie per 100.000 inwoners in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toeneemt en op 24 maart 538 bedroeg, d.i. een stuk hoger dan de nationale besmettingsgraad (422/100.000); dat de rapporten van de RAG van 17 en 24 maart erop wijzen dat de stijging van de 14-daagse cumulatieve incidentie het meest uitgesproken is in Brussel en tonen dat de Brusselse besmettingscurve loskomt van de curves van de andere gewesten;

Dat dit cijfer verder is toegenomen aangezien het op 28 maart 663 bedroeg tegenover 550/100.000 op nationaal niveau;

Dat het aantal ingenomen bedden op intensieve zorgen (IZ) in het Brussels Gewest een van de hoogste is van het land (op 31 maart 121 COVID-patiënten op IZ op een totaal van 755 patiënten over het hele land); dat dit betekent dat 45% van het totale aantal erkende IZ-bedden in het Brussels Gewest ingenomen wordt door COVID-patiënten (wat ook veel hoger is dan het nationale percentage van 38%);

Dat het aantal overlijdens op nationaal niveau min of meer stabiel is, maar in het Brussels Gewest daarentegen licht toeneemt (rapport van de RAG van 17 en 24 maart);

Dat de door de diensten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie opgestelde rapporten die toename van de epidemie op het Brusselse grondgebied bevestigen;

Overwegende dat de cijfers met betrekking tot de epidemiologische situatie in het Brussels Gewest algemeen genomen hoger zijn dan de nationale cijfers; dat de situatie in Brussel zorgwekkend is en een bijzondere aanpak vergt;

Overwegende dat de strategie voor het epidemiebeheer bepaalt dat pas overwogen kan worden de lockdownfase te verlaten zodra de indicatoren de volgende drempels bereikt hebben: • Nieuwe ziekenhuisopnames < 75 per dag op nationaal niveau gedurende een onafgebroken periode van 7 dagen (wat overeenstemt met een gecumuleerde incidentie over 7 dagen < 4,5/100.000 inwoners) EN Rt ziekenhuisopnames < 1

EN

• Nieuwe gevallen < 100/100 000 inwoners over 14 dagen (wat overeenstemt met ~ 800 gevallen per dag) gedurende een onafgebroken periode van 3 weken EN Rt gevallen < 1

Le dépassement des seuils des indicateurs suivants permet de signaler un franchissement hors de la phase de contrôle:

- Nouveaux cas > 100/100 000 habitants sur 14 jours au niveau national (ce qui correspond à ~ 800 cas par jour) ET un taux de positivité > 3 %

OU

- Nouvelles hospitalisations > 75 par jour au niveau national pour une période consécutive de 7 jours (ce qui correspond à une incidence cumulée sur 7 jours > 4,5/100.000 habitants)

Considérant que toute mesure d'assouplissement doit être conditionnée au constat d'une situation sanitaire améliorée et stable sur 3 semaines; que la dégradation de la situation épidémiologique empêche d'envisager tout assouplissement des mesures complémentaires bruxelloises actuellement en place ; que seules des mesures strictes peuvent garantir que la situation revienne à nouveau sous contrôle;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 prévoit en son article 27, §1^{er}, alinéa 2, que « *Lorsque le bourgmestre ou le gouverneur est informé par l'organisme de santé de l'entité fédérée concernée d'une résurgence locale de l'épidémie sur son territoire, ou lorsqu'il le constate, il doit prendre les mesures complémentaires requises par la situation* »;

Qu'ainsi, outre les mesures déjà édictées au niveau fédéral, les autorités locales conservent la possibilité d'adopter des mesures complémentaires en raison de la situation sanitaire particulière propre à leur territoire;

Que cette faculté a été rappelée par le ministre de l'Intérieur dans la motivation de son arrêté ministériel du 26 mars 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Que le risque d'atteinte à l'ordre public est démontré à suffisance;

Qu'il s'étend à l'évidence au territoire de plusieurs communes;

Que le virus se répand en effet sur l'ensemble du territoire du pays, dont notamment le territoire des différentes communes de l'agglomération bruxelloise;

Qu'en toute hypothèse, l'intérêt général exige notre intervention;

Qu'il est donc nécessaire de maintenir des mesures complémentaires à celles déjà arrêtées par le ministre de l'Intérieur;

Considérant qu'il est nécessaire de porter une attention particulière aux situations qui comportent un risque important de propagation du virus et de continuer à interdire celles qui, vu la situation actuelle, impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus et/ou une prise en charge difficile des personnes contaminées;

Considérant que la situation particulière du marché locatif bruxellois par rapport aux autres régions justifie que des mesures spécifiques soient prises; que la proportion de locataires et de personnes vivant sous le seuil du risque de pauvreté sont significativement plus importantes à Bruxelles que dans les autres régions;

Considérant que selon les estimations de l'Observatoire de la santé et du social de Bruxelles, 5.000 expulsions domiciliaires sont sollicitées par an en moyenne sur le territoire bruxellois, qu'une expulsion demandée sur quatre est organisée et qu'une expulsion organisée sur deux est effective, soit une estimation de 600 expulsions effectives par an ou 50 expulsions effectives par mois;

Considérant que la situation économique due à la crise sanitaire a pour effet d'augmenter la précarité des locataires; que de manière subséquente, il est à craindre que le nombre de demandes d'expulsion augmente;

Considérant que la situation particulière de vulnérabilité des occupants sans droit ni titre plus nombreux à Bruxelles que dans les autres régions justifie également l'adoption de mesures spécifiques;

Considérant que le nombre cumulé d'occupants sans droit ni titre dépasse plusieurs centaines de personnes sur le territoire de la Région; que la situation sanitaire sur place est connue, contrôlée et encadrée;

Als de drempels voor de volgende indicatoren overschreden worden, betekent dit dat de bovengrens van de controlefase doorbroken is:

- Nieuwe gevallen > 100/100 000 inwoners over 14 dagen op nationaal niveau (wat overeenstemt met ~ 800 gevallen per dag) EN een positiviteitsratio > 3%

OF

- Nieuwe ziekenhuisopnames > 75 per dag op nationaal niveau voor een onafgebroken periode van 7 dagen (wat overeenstemt met een gecumuleerde incidentie over 7 dagen > 4,5/100.000 inwoners)

Overwegende dat iedere versoepelingsmaatregel gekoppeld moet worden aan de voorwaarde dat gedurende drie weken een stabiele verbetering van de gezondheidssituatie wordt vastgesteld; dat de verslechtering van de epidemiologische situatie belet om enige versoepeling van de bijkomende Brusselse maatregelen die momenteel gelden, te overwegen; dat enkel strikte maatregelen ervoor kunnen zorgen dat de situatie opnieuw onder controle komt;

Overwegende dat in artikel 27, §1, tweede lid van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bepaald is dat "*wanneer de burgemeester of de gouverneur door het gezondheidsorganisme van de betrokken gefedereerde entiteit wordt ingelicht over een plaatselijke toename van de epidemie op diens grondgebied, of wanneer hij dit vaststelt, hij bijkomende maatregelen moet nemen vereist door de situatie*";

Dat de lokale overheden bijgevolg de mogelijkheid behouden om, naast de maatregelen die al door de federale overheid zijn uitgevaardigd, omwille van de bijzondere gezondheidssituatie op hun grondgebied bijkomende maatregelen goed te keuren;

Dat de minister van Binnenlandse Zaken die mogelijkheid in herinnering heeft gebracht in de motivatie van haar ministerieel besluit van 26 maart 2021 tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Dat het risico op een verstoring van de openbare orde ten overvloede is aangetoond;

Dat dit uiteraard ook geldt voor het grondgebied van meerdere gemeenten;

Dat het virus zich immers verspreidt over het hele grondgebied van het land, waarbij inzonderheid ook het grondgebied van de verschillende gemeenten van de Brusselse agglomeratie;

Dat in ieder geval het algemeen belang vereist dat wij optreden;

Dat het dus noodzakelijk is om de bijkomende maatregelen naast degene die reeds door de minister van Binnenlandse Zaken zijn bepaald, te behouden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om bijzondere aandacht te besteden aan situaties die een aanzienlijk risico op verspreiding van het virus met zich meebrengen en om situaties te blijven verbieden die, gelet op de huidige situatie, te nauwe contacten tussen individuen en/of een moeilijk zorg voor besmette personen impliceren;

Overwegende dat de bijzondere situatie van de Brusselse huurmarkt in vergelijking met de andere gewesten rechtvaardigt dat er specifieke maatregelen worden genomen; dat het percentage huurders en personen dat leeft onder de armoederisicodrempel in Brussel aanzienlijk hoger ligt dan in de andere gewesten;

Overwegende dat volgens de ramingen van het Brussels Observatorium voor Gezondheid en Welzijn op het Brussels grondgebied jaarlijks gemiddeld 5.000 uithuiszettingen worden gevraagd, dat één op de vier gevraagde uithuiszettingen georganiseerd wordt en dat één georganiseerde uithuiszetting op twee effectief is, hetzij een geraamd aantal van 600 effectieve uithuiszettingen per jaar of 50 effectieve uithuiszettingen per maand;

Overwegende dat de economische toestand ingevolge de gezondheidscrisis ertoe leidt dat de armoede van de huurders toeneemt; dat hierdoor gevreesd moet worden voor een toename van de vragen om uithuiszetting;

Overwegende dat de bijzonder kwetsbare situatie van bewoners zonder recht of titel, die in Brussel talrijker zijn dan in de andere gewesten, rechtvaardigt dat er specifieke maatregelen worden genomen;

Overwegende dat het gecumuleerd aantal bewoners zonder titel of recht op het grondgebied van het Gewest meerdere honderden personen bedraagt; dat de gezondheidstoestand ter plaatse bekend, onder controle en omkaderd is;

Considérant que l'exécution simultanée des décisions d'expulsion aurait pour effets cumulés que plusieurs centaines de personnes et de ménages se retrouveraient à la rue sans possibilité de relogement pérenne ou de suivi médical approprié; qu'il importe pour les autorités publiques de pouvoir localiser les citoyens en vue d'une prise en charge rapide et efficace en cas de contamination ainsi que pour le suivi des vaccinations;

Considérant que la prolongation jusqu'au 25 avril 2021 de l'interdiction des expulsions domiciliaires est de nature à réduire le nombre de contaminations et le taux de transmission du virus;

Que cette mesure est en effet de nature à réduire les contacts, les déplacements et les prises en charge de personnes expulsées, le cas échéant avec l'aide des forces de police;

Que cette mesure vise également à ce que des preneurs de bail ou occupants ne se retrouvent pas à la rue en pleine crise sanitaire sans possibilité de quarantaine, situation qui contribue à propager le virus au péril de la santé publique;

Considérant que les mesures prévues sont dès lors de nature, d'une part, à diminuer le nombre de contaminations aiguës et à désengorger les hôpitaux et les services de soins intensifs et, d'autre part de donner plus de temps pour administrer les vaccins; qu'elles permettent également de faciliter le contact tracing;

Considérant qu'en application du Code judiciaire, le juge dispose d'un pouvoir d'appréciation lui permettant de reporter l'exécution d'une décision d'expulsion;

Que cette faculté n'est bien souvent octroyée qu'à la demande de la partie défenderesse; qu'une décision d'expulsion sur deux en matière de bail d'habitation est prononcée par défaut; que cette proportion est supérieure en matière d'occupation sans droit ni titre

Que, s'agissant d'une mesure sanitaire visant à limiter la propagation du COVID-19, il est nécessaire qu'elle s'applique instantanément et uniformément à l'ensemble des expulsions judiciaires et administratives;

Considérant que la prolongation des mesures bruxelloises se justifie aussi au regard des mesures prises par le ministre de l'Intérieur; que les mesures nationales prises pour lutter contre le virus sont d'application jusqu'au 25 avril 2021, date à laquelle la situation sanitaire et la pertinence des mesures prises seront réexaminées; qu'il y a lieu de s'aligner sur cette échéance pour la présente mesure;

Considérant que le loyer ou une indemnité d'occupation forfaitaire ou correspondant à l'état du bien reste due pendant la période temporaire d'interdiction de l'expulsion;

Considérant que les expulsions motivées par un péril grave et imminent pour la sécurité publique et/ou pour ses habitants, non compatibles avec la date du 25 avril 2021, restent possibles; que les décisions d'expulsions urgentes prises notamment pour des raisons intrafamiliales telles que les violences conjugales ne sont pas visées par l'interdiction;

Considérant qu'ainsi la mesure d'interdiction est limitée dans son objet et dans sa durée;

Qu'ainsi encadrée, elle est limitée et proportionnée aux risques que la situation comporte pour l'ordre public,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1 de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 novembre 2020 interdisant temporairement les expulsions domiciliaires, les mots "31 mars 2021" sont remplacés par les mots "25 avril 2021 inclus".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur au 2 avril 2021.

Overwegende dat de gelijktijdige uitvoering van de beslissingen tot uithuiszetting als gecumuleerd gevolg zou hebben dat meerdere honderden personen en gezinnen op straat zouden terechtkomen zonder mogelijkheid om opnieuw een blijvende woning te vinden of toegang te krijgen tot gepaste medische follow-up; dat het voor de overheid belangrijk is om burgers te kunnen lokaliseren voor een snelle en efficiënte opvang bij een besmetting en voor de opvolging van de vaccinaties;

Overwegende dat de verlenging van het verbod op uithuiszettingen tot 25 april 2021 ervoor zorgt dat het aantal besmettingen en de overdrachtssnelheid van het virus verminderen;

Dat deze maatregel immers contacten, verplaatsingen en de opvang van uitgezette personen vermindert, in voorkomend geval met behulp van de politiediensten;

Dat deze maatregel eveneens beoogt te vermijden dat huurders of bewoners in volle gezondheids crisis op straat terechtkomen zonder de mogelijkheid om in quarantaine te gaan, wat zou bijdragen tot de verspreiding van het virus ten koste van de volksgezondheid;

Overwegende dat de voorziene maatregelen derhalve van die aard zijn dat ze enerzijds het aantal acute besmettingen verminderen en de ziekenhuizen en diensten intensieve zorgen ontlasten en anderzijds zorgen voor meer tijd om de vaccins toe te dienen; dat ze tevens de contact tracing vergemakkelijken;

Overwegende dat in toepassing van het Gerechtelijk Wetboek, de rechter over een beoordelingsbevoegdheid beschikt om de uitvoering van een beslissing tot uithuiszetting uit te stellen;

Dat deze mogelijkheid vaak enkel op vraag van de verwerende partij wordt toegekend; dat één op twee beslissingen tot uithuiszetting betreffende een woninghuurovereenkomst bij verstek wordt uitgesproken; dat dit percentage nog hoger ligt als het een bewoning zonder recht of titel betreft;

Dat, aangezien het een maatregel betreft om de verspreiding van COVID-19 te beperken, het noodzakelijk is dat deze maatregel onmiddellijk en op uniforme wijze van toepassing is voor alle gerechtelijke en administratieve uithuiszettingen;

Overwegende dat de verlenging van de Brusselse maatregelen eveneens verantwoord is in het licht van de maatregelen die zijn genomen door de Minister van Binnenlandse Zaken; dat de maatregelen die op nationaal niveau zijn genomen om het virus onder controle te brengen, gelden tot 25 april 2021, de datum waarop de gezondheidssituatie en de relevantie van de genomen maatregelen opnieuw onderzocht worden; dat het voor de voorliggende maatregel aangewezene is om deze datum eveneens als referentie te nemen;

Overwegende dat de huur of een forfaitaire of met de staat van het goed overeenstemmende gebruiksvergoeding verschuldigd blijft tijdens de periode van het tijdelijk verbod op uithuiszetting;

Overwegende dat de uithuiszettingen die worden gemotiveerd door een ernstig en onmiddellijk gevaar voor de openbare veiligheid en/of de veiligheid van de bewoners en die niet verenigbaar zijn met de datum van 25 april 2021, mogelijk blijven; dat de beslissingen tot dringende uithuiszetting die genomen worden om intrafamiliale redenen zoals partnergeweld niet onder het verbod vallen;

Overwegende dat derhalve de verbodsmaatregel beperkt is in voorwerp en duur;

Overwegende dat de aldus vastgelegde maatregel beperkt en proportioneel is in verhouding tot de risico's die de toestand in zich draagt voor de openbare orde,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 november 2020 dat uithuiszettingen tijdelijk verbiedt, worden de woorden "31 maart 2021" vervangen door de woorden "25 april 2021 inbegrepen".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 2 april 2021.

Art. 3. Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande d'annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la publication au *Moniteur belge*. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action de suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure de référé devant le Conseil d'Etat.

Bruxelles, le 1^{er} avril 2021.

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale
R. VERVOORT

Art. 3. Overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van dit besluit worden ingediend bij de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State wegens schending van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het verzoek tot nietigverklaring moet, op straffe van onontvankelijkheid, worden ingediend binnen de 60 dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Het verzoekschrift wordt ofwel per post aangetekend verzonden naar de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, ofwel wordt het ingediend volgens de elektronische procedure met behulp van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van het besluit worden ingediend, conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Brussel, 1 april 2021.

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
R. VERVOORT